

officielles, ou de sa mise en application par le gouvernement, loi que tous les partis ont appuyée lorsque la Chambre en a été saisie. Le chef du parti conservateur progressiste ne l'a pas critiquée. Il n'en a même pas fait mention. Il n'a pas non plus attaqué le gouvernement le moins du monde sur la question des langues. Le chef de l'opposition officielle a même—et je le dis avec un certain étonnement—prononcé une grande partie de son discours en excellent français. Cela me paraît bien étranger, car d'après les journaux d'Arnprior les conservateurs de ma circonscription considéraient l'économie et le bilinguisme comme les deux grandes questions sur lesquelles le gouvernement actuel se révélait le plus vulnérable. Les Tories se proposaient de l'attaquer sur ces points et de faire de ceux-ci leur cheval de bataille lors de la prochaine campagne électorale. Qu'est-il arrivé? Pourquoi ce changement?

En premier lieu, le gouvernement libéral, sous la direction du premier ministre actuel (M. Trudeau) a fait savoir que la plupart des Canadiens n'arriveraient jamais à parler plus d'une langue et qu'il fallait donc qu'ils puissent s'adresser à leur gouvernement dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. Deuxièmement, le chef de l'opposition officielle, qui est le chef du parti conservateur progressiste, s'est levé et il a prononcé son discours en français et en anglais. Si les nouvelles parues dans les journaux sont exactes, il a formé un comité de 26 membres chargés d'établir les cadres de son parti dans la province de Québec. Cela prouve que, d'après le chef de l'opposition officielle, le parti qu'il dirige devrait être considéré comme parti national sérieux groupant des représentants de toutes les régions du Canada. Naturellement, le Nouveau parti démocratique a officiellement appuyé la loi sur les langues officielles lors de son étude à la Chambre et je présume qu'il l'appuie toujours. Le Ralliement créditiste l'appuie aussi. Donc, puisque les quatre partis politiques l'appuient, je me vois forcé de conclure qu'il y a un nouveau parti politique dans l'est de l'Ontario. Apparemment, le sigle EOPC pourrait représenter «Eastern Ontario Progressive Conservatives»; mais, paraît-il ce n'est pas du tout cela, il représenterait une nouvelle et cinquième force politique au Canada, un parti qui pourrait s'appeler l'«English Only Party of Canada».

M. Alexander: Le député cherche à faire de l'esprit. Que veut-il dire au juste?

M. McBride: J'ignore qui est leur chef. Évidemment, ce n'est pas le chef de l'opposition officielle car il n'est ni francophone, ni contre le Québec. J'oserais dire qu'il voudrait être à la tête d'un parti national qui aurait des partisans partout au Canada, dans chacune des provinces. Il recherche l'appui de tous, qu'ils soient francophones ou anglophones. Il ne conviendrait guère comme chef d'un parti «exclusivement anglais au Canada».

M. Alexander: Que veut dire tout cela?

M. McBride: Il parle même très bien le français.

M. Alexander: Arrivons au fait.

M. McBride: Je suppose que tout gouvernement que voudrait former le chef de l'opposition serait en mesure de traiter avec les Canadiens dans les deux langues officielles. Il semblerait donc que nous ayons au pays le parti libéral, le parti conservateur progressiste, le nouveau parti démocratique, les créditistes et le E.O.P.C., ces initiales désignent-elles un parti appelé «Eastern Ontario Progressive Conservative»? Pas du tout. Elles représentent le «English Only Party of Canada», dont la plate-

[M. McBride.]

forme électorale repose primordialement sur deux questions, l'économie et la loi sur les langues officielles, ou le bilinguisme.

C'est une situation bien étrange, et elle le devient plus encore, monsieur l'Orateur, quand on se rend compte que mercredi soir dernier, un député est allé parler devant les membres de ce parti dans ma circonscription. C'était le député de Gander-Twillingate (M. Lundrigan).

Des voix: Oh! oh!

M. McBride: A cette occasion, il a encouragé les fidèles du parti à poursuivre leurs attaques contre le gouvernement sur les questions de l'économie et du bilinguisme. Il s'est servi de l'argument le plus étonnant à propos du bilinguisme. J'ai presque honte de le répéter. Il leur a chanté le refrain «Certains de mes meilleurs amis sont français». C'était plutôt stupéfiant; cela me rappelait une sorte de révérend Ian Paisley, qui dirait que certains de ses meilleurs amis étaient catholiques, et un George Wallace, qui disait que certains de ses meilleurs amis étaient noirs. Il semble donc que certains des meilleurs amis du député de Gander-Twillingate, d'après ce qu'il a dit dans la vallée de l'Outaouais, soient français. Bien sûr, quand il prend la parole dans cette enceinte, il a un pied dans chacun des deux partis. Officiellement, il est député de l'opposition officielle, du parti qui n'est ni francophile ni contre le Québec, et qui est dirigé par un homme respecté de tous à la Chambre.

Pour être tout à fait juste, j'aimerais citer un passage de l'éditorial paru dans l'un de nos journaux le 18 janvier:

L'opposition des conservateurs de l'Ouest à la loi sur les langues officielles est encore suffisamment récente pour que persistent les rancœurs soulevées.

L'auteur voulait parler du Québec. Je poursuis:

En outre, certains conservateurs dans leurs attaques contre le gouvernement Trudeau ont essayé de faire croire que le Québec obtenait une part excessive de deniers publics dans sa lutte contre le chômage. Ces attaques sont également sans fondement car les subventions accordées au Québec ont simplement été proportionnelles à celles versées au reste du pays.

De telles critiques de la politique fédérale ont contribué à faire passer le parti conservateur pour antiquébécois. Il faudra à M. Stanfield davantage qu'un comité organisateur, si compétent soit-il, pour persuader du contraire.

Ainsi, nous en arrivons à la question fondamentale: ce nouveau parti de l'est de l'Ontario fera-t-il campagne contre nous en prétextant que la plus forte proportion de subventions et d'aide fédérale de tous les temps a été accordée à la vallée de l'Outaouais? C'est peu probable.

M. Alexander: Pensez à la Colombie-Britannique.

M. McBride: Feront-ils campagne contre nous parce que le gouvernement est intervenu six mois avant la fermeture de l'usine d'aviation de Renfrew en inscrivant le comté parmi les régions désignées? C'est peu probable. Feront-ils campagne contre nous en alléguant que nous avons eu la plus forte croissance économique de notre histoire? C'est peu probable. Nous reprocheront-ils d'avoir relevé les pensions des anciens combattants? Pas du tout. Nous reprocheront-ils d'avoir augmenté les prestations de sécurité de la vieillesse? Pas du tout. Il semble que le talon d'Achilles du gouvernement sera que notre premier ministre est d'ascendance partiellement franco-canadienne, que six sur 26, soit environ un cinquième des ministres, sont francophones et que nous avons adopté une loi permettant aux Canadiens de s'adresser au gouvernement en français ou en anglais. Voilà ce qu'on va nous reprocher, monsieur l'Orateur.